

Burundi : « Le clan mafieux qui est au pouvoir a tué le pays »

La Libre Afrique, 8 janvier 2025 Des législatives sont annoncées pour le printemps, les principaux opposants sont déjà exclus. « Je crains que les législatives de juin ne soient le tonitru de toutes les frustrations dans mon pays », explique l'avocat Armel Niyongere, Président de l'ACAT-Burundi (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la torture). Lâ€™avocat Armel Niyongere, Président de l'ACAT-Burundi (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la torture). Lâ€™avocat depuis quelques années en exil. Par sa liberté de parole, il est devenu une des bêtes noires du régime.

Pour justifier ses craintes, il pointe en vrac la plus sérieuse crise socio-économique qu'on a connue depuis des lustres avec un business complétement capté par un petit groupe de personnes réunies derrière le Président de la République, le variste Ndayishimiye, les tensions régionales avec l'engagement de troupes burundaises dans la guerre en République démocratique du Congo, la parodie de scrutin qui se prépare pour le mois de juin ou les disparitions de personnes qui se multiplient et qui font encore monter la peur dans la population. L'exil comme solution Un tableau apocalyptique qui pousse de plus en plus de Burundais sur le chemin de l'exil. Même des cadres supérieurs profitent de leur déplacement à l'étranger pour disparaître et demander l'asile, poursuit Armel Niyongere. « On vient de passer les pires années de notre vie », explique de son côté cet ancien enseignant la retraite qui n'accepte de témoigner qu'à condition que son anonymat est garanti, comme tous nos interlocuteurs qui vivent au Burundi. Avec l'inflation actuelle, il est impossible de vivre avec une retraite. il faut se débrouiller pour trouver d'autres rentrées, jamais bien grasses, pour simplement survivre. La pénurie de carburant sévit toujours. Tout déplacement est compliqué et très onéreux. Pour survivre. Ce manque de carburant impacte évidemment tous les déplacements, mais aussi les prix de tous les biens exportés. Même la bière, pourtant brassée au Burundi, commence à manquer, explique un autre habitant de Bujumbura, qui ajoute : « Il est devenu très compliqué d'aller prendre un verre. Cela peut paraître drôle mais cela joue sur le comportement de gens dans la ville. » « La Mafia militaire » Pour plusieurs interlocuteurs, les sanctions économiques imposées par l'Occident après la flambée de violence de 2015 et la répression des manifestants opposés au troisième mandat inconstitutionnel du Président Pierre Nkurunziza, se font pleinement ressentir aujourd'hui. L'aide internationale n'est plus. Les généraux et la femme du Président ont donc décidé d'accaparer le business, c'est aussi simple que ça, explique Me Niyongere, qui poursuit : « Ces généraux se sont partagé les commerces, les secteurs de l'économie mais ils n'ont aucune compétence et tout l'économie vacille. Eux, ils continuent de s'enrichir et d'être quelques prénoms qui apparaissent à la tête de leurs entreprises. Par ces pratiques mafieuses, ils ont tué le Burundi. Le couple présidentiel est clairement pointé du doigt. Comme chez notre voisin de la République démocratique du Congo, le Président et son épouse affichent sans vergogne leur richesse, alors que les enfants burundais ont faim. Si nous tombons malades, on ne peut se soigner ici parce qu'il n'y a plus de médicaments, pratiquement plus d'hôpital, m'ont dit ce nom. Il faut aller en Tanzanie mais c'est devenu impayable », explique l'enseignant retraité. Et se rendre au Rwanda est très compliqué depuis la fermeture de la frontière entre les deux pays, le 11 janvier 2024. « Le régime a pris un risque majeur en s'impliquant dans la guerre dans l'Est du Congo », poursuit Me Niyongere. « C'est tout ce qui est sous tension. Les militaires burundais sont envoyés en première ligne, ils sont obligés de combattre sous l'uniforme de la RDC. S'ils meurent sur le terrain, ils sont immédiatement enterrés. Leur famille est rarement avertie et ne perçoit presque jamais les dommages prévus. Le Président a tenu récemment un discours dans lequel il a nié publiquement que des soldats burundais aient été arrêtés par les rebelles congolais du M23, malgré les nombreuses vidéos qui attestent le contraire. « Il a renié ses soldats. Il les a présentés comme des rebelles Red-Tabara qui sont ses ennemis sur le front intérieur. Mais personne n'est dupe », explique un habitant de Bujumbura. L'opposition muselée Le scrutin législatif est annoncé pour le mois de juin prochain. « Il n'y a rien à attendre », prévient déjà un autre habitant. La justice et la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui organise le scrutin, sont à la botte du pouvoir. Agathon Rwasa, 60 ans, ancien patron du principal parti d'opposition le Congrès national pour la liberté (CNL) et ancien chef rebelle hutu pendant la guerre civile burundaise (1993-2005), arrivé deuxième derrière le Président Ndayishimiye lors de la présidentielle de 2020, a déjà été exclu, en décembre dernier, du scrutin par la Ceni. Il avait été déclaré vainqueur de la tête de son parti, quelques mois plus tôt, par un coup monté par quelques cadres de son parti « sensibles » aux arguments du pouvoir, une tactique régulièrement vue au Burundi. La Ceni s'est basée sur un décret qui prévoit que les candidats indépendants ne pourront se présenter à ces législatives que s'ils n'ont pas fondé un parti politique depuis au moins un an. L'ancien membre d'un organe dirigeant d'un parti ne pourra se présenter deux ans après sa démission ou son éviction de son parti politique d'origine, explique le décret. Un texte taillé sur mesure contre Agathon Rwasa et une décision de la Ceni qui a été confirmée ce mardi par la Cour constitutionnelle, qui a aussi statué que le CNL n'est pas membre de la Coalition Burundi Bwa Bose (qui réunit quatre autres partis et qui est présentée d'ordinaire comme le principal adversaire du régime en place). « Ce climat général et ce scrutin nous font vraiment craindre le pire pour la stabilité du Burundi », conclut Me Niyongere. Hubert Leclercq